

Le 28 septembre 2022

Messieurs les délégués de la Commission exécutive du Congrès sur la Chine
243 Ford House Office Building
Washington, DC 20515
Via e-mail

Re : Mesures de sanctions contre les individus impliqués dans l'atteinte aux libertés et à l'autonomie civiles fondamentales à Hong Kong, dont les raids contre *Apple Daily*

Messieurs les délégués de la Commission exécutive du Congrès sur la Chine,

Nous, les 10 organisations et spécialistes des droits humains soussignés, vivement inquiets de la grave érosion des institutions démocratiques et de la répression systématique des libertés et de l'autonomie civiles fondamentales, exhortons le Congrès à sanctionner les individus que le Comité pour la liberté à Hong Kong (The Committee for Freedom in Hong Kong, CFHK) a identifié comme ayant participé aux raids contre le quotidien pro-démocratique *Apple Daily*. Ces personnes ont gravement porté atteinte aux institutions démocratiques et provoqué une répression globale des droits humains à Hong Kong. Elles doivent en répondre devant les États-Unis.

Lors de la déclaration commune sino-britannique de 1984, le Parti communiste chinois (PCC) s'est engagé à ce que Hong Kong conserve un système judiciaire et économique distinct de celui de la République populaire de Chine (RPC), selon le modèle de gouvernance « un pays, deux systèmes », pendant une durée de 50 ans après la rétrocession de Hong Kong – alors une ex-colonie britannique – à la RPC, le 1^{er} juillet 1997. Durant la période qui a précédé, la loi sur la politique entre les États-Unis et Hong Kong de 1992, 22 U.S.C. 5722, accordait à cette dernière un traitement particulier, différent de celui réservé à la Chine continentale. Or le modèle « un pays, deux systèmes » ne s'est pas concrétisé, la Chine ayant constamment empiété sur le territoire et interféré dans les affaires internes de Hong Kong.

Alors que Pékin resserrait son emprise sur les libertés et l'autonomie de la ville, les habitants de Hong Kong ont exprimé leur inquiétude à travers des manifestations pro-démocratiques de grande ampleur en 2014 et 2019. Le Congrès des États-Unis a soutenu les droits de l'homme à Hong Kong en adoptant [la loi de 2019 sur les droits de l'homme et la démocratie à Hong Kong \(loi publique n°116-76\)](#), qui modifie la loi de 1992 sur la politique entre les États-Unis et Hong Kong et impose des sanctions aux personnes jugées responsables de violations des droits humains à Hong Kong.

En juin 2020, le gouvernement chinois a contourné les procédures de la législature indépendante de Hong Kong et a directement promulgué une loi draconienne sur la sécurité nationale. À la veille du 23^e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, le 30 juin 2020, la loi sur la sécurité nationale est entrée en vigueur. Cette loi, qui inclut les termes vaguement définis de « sécession, subversion, terrorisme ou ingérence étrangère », et impose de lourdes peines, dont la prison à vie, a été utilisée pour cibler systématiquement et

réduire au silence les militants et les responsables de la société civile qui dénoncent l'érosion de la démocratie et des libertés civiles fondamentales à Hong Kong.

En réponse, le 14 juillet 2020, l'ancien président Trump a adopté l'[ordre exécutif 13936](#), qui suspend ou élimine les traitements différents et préférentiels accordés à Hong Kong, et suspend le §201(a) de la loi sur la politique entre les États-Unis et Hong Kong de 1992. Le même jour, le Congrès a adopté [la loi sur l'autonomie de Hong Kong \(loi publique n°116-149\)](#), qui impose des sanctions aux personnes et entités étrangères contribuant à l'échec de la Chine à préserver l'autonomie de Hong Kong.

Depuis la mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, il y a deux ans, une [augmentation des arrestations arbitraires](#) de militants pro-démocratie, de journalistes et de leaders de l'opposition a été constatée. Des [plateformes média indépendantes](#), comme *Apple Daily*, ont été fermées sous la pression du gouvernement. L'[éducation indépendante](#) et [Internet](#) ont été censurés ; des personnes peuvent être emmenées en Chine continentale pour y subir [des procès secrets et inéquitables](#), les privant ainsi de leur droit à des procédures régulières.

Les perquisitions menées par la police et la fermeture d'*Apple Daily* sont un rappel brutal du mépris du gouvernement de Hong Kong pour les médias libres et indépendants, un discours politique sain et la prise de responsabilité. Le 10 août 2020 et le 17 juin 2021, les forces de police de Hong Kong (Hong Kong Police Force, HKPF) ont perquisitionné les bureaux d'*Apple Daily*, l'un des principaux journaux pro-démocratie de Hong Kong. Lors de ces raids, plusieurs membres de la direction ont été arrêtés et le matériel électronique des journalistes a été saisi. Après la deuxième perquisition, le gouvernement a gelé des millions d'actifs de la publication, obligeant *Apple Daily* à cesser ses activités en juin 2021. Parmi les individus cités dans notre liste figurent ceux impliqués d'une manière ou d'une autre dans les raids contre *Apple Daily*, et qui doivent être considérés comme une menace pour les intérêts et les valeurs des États-Unis.

Bien que le Congrès dispose de nombreuses autres procédures pour demander des comptes à ceux qui menacent les droits humains, comme les sanctions prévues par la loi Magnitsky, l'ordre exécutif 13936 pourrait être appliqué aux personnes impliquées dans les raids contre l'*Apple Daily*, qui ont délibérément porté atteinte à l'autonomie et aux institutions démocratiques de Hong Kong.

Nous vous remercions d'avoir pris l'initiative d'envoyer [une lettre au président Biden pour demander des sanctions contre les procureurs du ministère de la Justice de Hong Kong](#) et nous vous rejoignons sur ce point. Des sanctions supplémentaires envers des personnes indiquées par la CFHK permettront de tenir les responsables de la RPC et de Hong Kong pour responsables du déni des droits humains fondamentaux et du non-respect des obligations internationales fondamentales en matière de droits humains. Cela démontrera également l'engagement des États-Unis à promouvoir une presse libre et indépendante dans le monde entier.

Nous saluons votre engagement ferme et continu en faveur du respect de la démocratie et des droits humains à Hong Kong, et nous vous demandons instamment de continuer à demander des comptes à ceux qui y portent atteinte.

Avec nos sincères salutations,

Committee for Freedom in Hong Kong
Human Rights Foundation
Athenai Institute
Citizen Power Initiatives for China
Hong Kong Democracy Council
Lantos Foundation for Human Rights & Justice
Reporters sans frontières
Safeguard Defenders
Victims of Communism Memorial Foundation
We The Hongkongers